

# SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1973-1974

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 18 juin 1974.

## PROPOSITION DE LOI

*abaissant à quatre ans l'âge de l'obligation scolaire,*

PRÉSENTÉE

Par M. Antoine COURRIÈRE et les membres du groupe  
socialiste (1) et rattaché administrativement (2) et appa-  
renté (3),

Sénateurs.

---

(Renvoyée à la Commission des Affaires culturelles, sous réserve de la constitu-  
tion éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le  
Règlement.)

---

(1) *Ce groupe est composé de :* MM. Charles Alliès, Auguste Amic, Antoine Andrieux, Clément Balestra, André Barroux, Marcel Brégégère, Jacques Carat, Marcel Champeix, Félix Ciccolini, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Marcel Darou, Michel Darras, René Debesson, Emile Durieux, Léon Eeckhoutte, Abel Gauthier, Jean Geoffroy, Pierre Giraud, Léon-Jean Grégory, Marcel Guislain, Henri Henneguelle, Maxime Javelly, Robert Lacoste, Georges Lamousse, Robert Laucournet, Jean Lhospied, Marcel Mathy, André Méric, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Michel Moreigne, Jean Nayrou, Jean Périquier, Maurice Pic, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Robert Schwint, Abel Sempé, Edouard Soldani, Marcel Souquet, Edgar Tailhades, Henri Tournan, Fernand Verdelle, Maurice Vérillon, Emile Vivier.

(2) *Rattaché administrativement :* M. Fernand Poignant.

(3) *Apparenté :* M. Albert Pen.

## EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Durant la campagne présidentielle, la plupart des candidats ainsi que l'actuel Président de la République, ont repris à leur compte, successivement, un certain nombre de propositions économiques et sociales qu'avait présentées, dès le 18 avril 1974, M. François Mitterrand dans son plan en trois étapes.

Il est donc apparu très vite qu'au-delà des options politiques divergentes, un large consensus existait sur la nécessité de réaliser au plus vite des réformes permettant d'instituer plus de justice sociale. Or, depuis un mois et demi, le Gouvernement sortant s'est abstenu de prendre les mesures de lutte contre l'inflation et de réduction des injustices. Les difficultés économiques et sociales que connaît la France se sont aggravées du fait de cette inaction : l'inflation atteint le rythme de 17,2 % par an, le déficit extérieur se situe aux alentours de 30 milliards de francs, le chômage atteint l'industrie automobile, textile et aéronautique, le franc a perdu 15 % de sa valeur en trois mois.

Il est donc aujourd'hui particulièrement urgent de faire entrer en application l'ensemble des mesures communes aux programmes des deux candidats présents au second tour, mesures qui ont d'ores et déjà obtenu l'approbation de plus de 80 % des Français.

Ainsi pourront être quelque peu atténuées les conséquences de l'inflation qui pèsent sur les catégories les plus défavorisées, et ainsi seulement sera amorcée la lutte structurelle contre le chômage, le déficit extérieur et la hausse des prix.

C'est pourquoi nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir accepter le principe de l'obligation scolaire à quatre ans.

En effet aujourd'hui, faute d'un nombre suffisant de classes maternelles, l'obligation scolaire ne commence qu'à l'entrée dans l'enseignement primaire, c'est-à-dire six ans. Or, plus les enfants peuvent fréquenter tôt l'école, plus leurs facultés intellectuelles pourront se développer rapidement et complètement. Il faut donc par un programme suffisant de constructions de classes maternelles, permettre à tous les enfants de pouvoir fréquenter l'école dès l'âge de quatre ans.

## PROPOSITION DE LOI

### Article premier.

L'obligation scolaire commence à l'âge de quatre ans.

### Art. 2.

Tous les enfants âgés au moins de quatre ans doivent être inscrits dans une classe maternelle.

### Art. 3.

Un décret pris dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi fixera en tant que de besoin l'augmentation des cotisations sociales qui permettra de couvrir les dépenses découlant de l'application de la présente loi.